



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 08/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ECOFEUTRE SA

rue des sports - ZA de Ker Ivan
56500 Évellys

Références : XB/FD/E/2024
Code AIOT : 0005509353

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement ECOFEUTRE SA implanté rue des sports - ZA de Ker Ivan 56500 Évellys. L'inspection a été annoncée le 08/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées de la DREAL doit s'assurer du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 janvier 2023 un an après sa signature.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOFEUTRE SA
- rue des sports - ZA de Ker Ivan 56500 Évellys
- Code AIOT : 0005509353
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ECOFEUTRE est une PME spécialisée dans la conception et la fabrication d'emballages, porte-gobelets, plaques intercalaires, calages, palettes, en cellulose moulée.

L'usine valorise 5 000 t/an de papiers recyclés, pour produire 5 000 t/an de produits à base de cellulose moulée.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3.13	Sans objet
2	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
3	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 6.2	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 16/01/2023, article 313	Sans objet
5	risque incendie	Arrêté Préfectoral du 16/01/2023, article 316	Sans objet
6	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conforme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3.13
Thème(s) : Risques chroniques, Suivis
Prescription contrôlée : L'arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a) impose : "L'exploitant tient à jour un registre indiquant la production nette journalière en tonne de pâte sèche à l'air et / ou en tonne de papier produite. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées."
Constats : L'exploitant tient à jour un registre informatique faisant état de la production nette journalière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Section III applicable
Prescription contrôlée : Les analyses liées au risque foudre (ARF) sont réalisées par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Nota: l'analyse du risque foudre est également requise par l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 16/01/23.
Constats : Une analyse du risque foudre a été réalisée les 5 et 6 septembre 2023 par l'APAVE. Elle a mis en exergue la nécessité de réaliser une étude technique pour installer des parafoudres. L'étude technique a été réalisée par l'APAVE le 29 novembre 2023. La société ECOFEUTRE a programmé les travaux avec un calendrier de réalisation des travaux sur 2024 et passé un contrat avec l'APAVE pour la vérification annuelle des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.
Constats : Les points de rejets à l'atmosphère, situés dans l'atelier, permettent l'extraction de la vapeur d'eau générée par le séchage de la pâte à papier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2023, article 313
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant fera réaliser, avant le 16/01/2024, par un bureau d'étude agréé une analyse de l'ensemble des rejets du site au niveau des extracteurs d'air existants en toiture afin de s'en assurer.
Constats : Les mesures de rejets atmosphériques réalisées en août 2023 ont montré la conformité des 17 points de rejets sans qu'il n'y ait besoin de prétraitement. Le rapport de 184 pages et 6 annexes a été communiqué lors de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2023, article 316
Thème(s) : Risques accidentels, moyens
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques. Afin d'assurer une défense extérieure contre l'incendie permettant un débit de 390 m ³ /h pendant 2 h minimum, l'exploitant utilisera la lagune d'eau, appartenant à la société Matines, située parcelle ZI 320, au nord du site sur la base d'une convention.
Constats : A l'issue de la visite des services de secours sur les possibilités d'utilisation de la lagune d'eau, appartenant à la société Matines, il est apparu que ce dispositif ne serait pas fonctionnel (absence de voies carrossables autour de la lagune). En lieu et place, le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Morbihan a requis la mise en place de réserves d'incendies. Deux citernes d'eau ont été réalisées, 480 m ³ pour l'une et 300 m ³ pour l'autre en plus du poteau incendie (gestion commune) présent devant le site. Ces moyens permettent à l'installation d'être dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, champ d'application
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.</p> <p>Le prélèvement d'eau est effectué dans le réseau d'adduction (eau potable), éventuellement dans d'autres réseaux et dans le milieu naturel (eaux superficielles ou eaux souterraines), à l'exclusion de la récupération d'eau de pluie en vue de sa réutilisation et de l'eau issue des matières premières;</p>
<p>Constats :</p> <p>En préliminaire, il est important de préciser que l'exploitant adhère au programme ECOD'O et apparaît dans le guide des bonnes pratiques 2023.</p> <p>L'exploitant déclare le volume d'eau consommé sur GEREP.</p> <p>Le volume de prélèvement au regard de l'article 1 de l'arrêté ministériel susvisé est de 10435 m3 par an, le présent arrêté est donc applicable.</p> <p>Les modalités d'application de l'article 3 - 3° «établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau» ont été exposées et dès lors que le site dispose de plusieurs totalisateurs permettant de suivre la consommation d'eau et le volume recyclé, il s'agira pour l'exploitant de disposer des éléments pour en justifier en période de sécheresse.</p> <p>A cette fin, il convient que l'exploitant tienne un registre permettant de mettre en regard le volume d'eau prélevé, consommé, et le registre indiquant la production nette en tonne requis par l'arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier) objet du point de contrôle n°1.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de permettre à la DREAL un suivi de la consommation d'eau, l'exploitant transmettra annuellement un extrait de ce registre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite